



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des Relations avec les Collectivités Locales Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par : Christine PEPHILY / Y. RENNELA
Téléphone : 04 67 61 62 57 / 68 56
Mel : yvane.rennela@herault.gouv.fr

Montpellier, le 04 MARS 2024

Compte-rendu de la Commission de suivi de site (CSS) de CASTRIES du 21 septembre 2023

La commission de suivi de site s'est réunie à l'Espace de la Gare à CASTRIES le 21 septembre 2023 à 10h30 sous la présidence de M. Guillaume RAYMOND, sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Hérault.

Composition des membres présents :

INTITULÉ	NOM	STATUT	PRÉSENT/ EXCUSE/ABSENT
Collège administration de l'Etat			
Préfecture de l'Hérault	Guillaume RAYMOND	Sous-préfet,	Présent
DREAL -UD 34	Marie-Hélène BOUISSAC	Cheffe de l'Unité départementale	Présente
	Christophe REYNAUD	Inspecteur de l'Environnement	Présents
ARS	Christine RICOUX		Présente
Préfecture de l'Hérault	Christine PEPHILY	Chef adjoint du Bureau de l'Environnement	Présente
	Marie-Line FERRERES Yvane RENNELA		Présentes
Collège élus des collectivités			
Mairie de Castries	Alain BEDEAU	1 ^{er} Adjoint au maire	Présent
	Pierre-Marie CARVAJAL	Cabinet du maire	Présent
Mairie de Guzargues	Pierre Antoine	Maire	Présent
Mairie d'Assas	Serge COURNET	Adjoint au maire	Présent
Mairie de Teyran	Patrick ROCHER	Conseiller municipal	Présent

Mairie de Saint-Drézery	Jackie GALABRUN-BOULBES	Maire	Présente
Collège associations			
CVC Sauvons Guzargues	Lucie LE GENDRE		Présente
ACIDC	Jean-François ROUSSEAU		Présent
Mosson Coulée Verte	Michel SALOM		Présent
Collège exploitant ISDND			
Montpellier Méditerranée Métropole	François VASQUEZ	Vice président	Présent
	Vincent BIMBARD	Directeur, pôle déchets	Excusé
	Karl ABRAHAM	Directeur adjoint, pôle déchets	Présent
	Olivier PRADEAU	Ingénieur, pôle déchets	Présent
Collège exploitant carrière GSM			
GSM	Bruno MAESTRI	Chef département foncier	Présent
Autres			
DREAL	Laïla BELMELIANI	Adjointe au chef de la subdivision déchet	Présente
DREAL	Matthieu TOUREN	Inspecteur de l'Environnement	Présent
Berga SUD	Thomas LOUPIAC	Hydrogéologue	Présent
SMTVD	Laure ARACIL	Directrice d'Unité Opérationnelle	Présent
ACIDC	Thierry TEULADE		Présent

I- Déclaration préalable et adoption du compte-rendu de la Commission de Suivi de Site du 7 juillet 2022

M. Guillaume RAYMOND constatant que le quorum est atteint, ouvre la séance à 10h30.

1/ Déclaration préalable

M. Jean-François Rousseau de l'association ACIDC remercie M. Olivier Pradeau pour les analyses et déclare que le nombre d'analyses effectuées est trop faible et souligne le fait, de ne pas avoir obtenu celles faites en 2023 malgré plusieurs demandes ni de communication suffisamment à l'avance des présentations de la CSS comme c'est le cas d'habitude.

2/ Adoption du compte-rendu de la Commission de Suivi de Site du 7 juillet 2022

Monsieur le sous-préfet demande si les membres de la CSS approuvent le compte rendu de la réunion du 7 juillet 2022.

Mme Lucie Le Gendre de l'association Sauvons Guzargues indique que le compte rendu est incomplet. Elle demande à la société GSM si elle déposera une nouvelle demande d'exploitation pour la carrière, puisque l'autorisation actuelle arrive à échéance fin 2026.

M. Bruno Maestri répond qu'il fera une demande de renouvellement de prolongation de l'exploitation de la carrière afin de l'achever.

Le compte rendu de la CSS du 7 juillet 2022 a été approuvé à la majorité.
(contre : ACIDC et l'association Sauvons Guzargues)

II. Communication concernant les nouvelles dénominations administratives et changement de personnels de la société GSM et du service en charge des déchets à la métropole.

- Composition de la CSS 2023 et adoption du règlement intérieur

a) Communication sur l'arrêté préfectoral et composition de la CSS 2023

Mme PEPHILY présente le changement de dénomination de la fonction exploitant « Directeur de la Région Sud-Est » en la personne de M. Jean-Marc NGUYEN et la fonction salariée en la personne de M. Thibaut POUGET, chef de carrière ».

Les changements de dénomination de la fonction « Directeur générale adjoint des services » par « Directeur Général Délégué » et de la fonction « Direction de la propreté et valorisation des déchets » par « Directeur Pôle Déchets et Cycles de l'Eau »

et les changements pour le collège « Administrations » de la fonction de Mme Marie-Hélène BOUISSAC de la DREAL.

Incidence sur la répartition des voix par membre de chaque collège : modification du nombre de voix pour le collège exploitants

Collège	Nombre de Membres du collège	Nombre de voix par membre	Nombre de voix du collège
Administrations de l'État	4	21	84
Collectivités Territoriales	7	12	84
Associations	4	21	84
Exploitants	6	14	84
Salariés	2	42	84

b) Adoption du règlement intérieur

Le nouveau règlement intérieur a été approuvé à l'unanimité

Concernant l'élaboration de l'ordre du jour, **M. Rousseau et Mme Le Gendre** demandent que tous les points évoqués durant cette commission y soient mentionnés.

M. le sous-préfet indique que la préfecture décide des éléments qui seront évoqués à l'ordre du jour et précise que les points demandés, seront discutés dans les questions diverses. En outre, Il confirme à Mme Le Gendre, que lors de la prochaine CSS, les points demandés à l'ordre du jour feront l'objet d'une étude et qu'elle sera informée selon qu'ils seront indiqués à l'ordre du jour ou mentionnés dans les questions diverses.

Mme le Maire de Saint-Drézéry déclare que cette organisation est la même lors des conseils municipaux.

III. Installations de stockage de déchets non dangereux

1) bilans post exploitation 2022

Monsieur Pradeau, représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, procède à la présentation du bilan post exploitation 2022, ainsi qu'à la présentation du bilan environnemental – synthèse des contrôles 2022.

Il précise que le site est fermé depuis novembre 2019.

Les informations exposées par M. Pradeau figurent dans les documents qui ont été transmis aux membres de la CSS avec la convocation. Ces bilans ont également été publiés sur le site internet de la Métropole.

2) travaux

- Continuité dans les travaux pour le réaménagement final du site de l'ISDND.

M. Pradeau déclare que le projet de réaménagement du site et les travaux engagés, conformes aux modifications initialement proposées pour la couverture définitive de la décharge, ont fait l'objet d'échanges pour validation avec les services instructeurs durant toute l'année et ont pris fin en mars 2023 ;

3) bilan environnemental – synthèse des contrôles 2022

- Rappel suivi post-exploitation : les prestations à réaliser font l'objet de 3 lots distincts depuis décembre 2019

Bilan des tonnages 2018 à 2019 : stockage d'environ 830 000 tonnes sur les casiers 1 et 2. Sur site la capacité résiduelle en fin d'exploitation était de 120 tonnes.

- Travaux de couverture définitive sur le dôme en talus.

Bilan de la couverture du casier 2 : 25 000 m³ d'argile et 21 000 m³ de terre végétale ont été mis en œuvre selon les épaisseurs des différentes couches préconisées (le site est couvert sur son intégralité).

- lixiviats traités : les eaux sont acheminées vers un bassin dédié

Une station d'épuration sur site permet de traiter les lixiviats, exploitée par une société spécialisée, OVIVE.

L'intervention trimestrielle d'un opérateur spécialisé dans le biogaz est également programmée pour supprimer la présence de tassements différentiels sur le site.

- eaux souterraines – eaux de drainage : suivi dynamique et qualitatif

M. Pradeau informe de l'existence de 5 piézomètres situés en amont et en aval du site, servant à contrôler les eaux souterraines. Il précise que le contrôle s'effectue par un suivi de traceurs de pollution en fonction de la pluviométrie.

Il poursuit par une analyse des données chiffrées, qui conclue en l'absence d'impact de l'installation et indique que le rapport d'activité peut être adressé par mail et est consultable à partir d'un lien externe via la plateforme Alfresco. Il souligne également, que les analyses (feuilles de laboratoire brutes) ont été intégralement déposées sur la plateforme Alfresco et transmises aux membres de la CSS.

Il remercie l'ACIDC pour ses remarques qu'il qualifie de pertinentes.

M. Rousseau s'interroge : le point de départ ce sont les mêmes données ? Il fait la demande d'analyses plus complètes, avec des chiffres réels.

M. Pradeau répond par l'affirmative et précise qu'ils sont totalement transparents et que toutes leurs données brutes sont à disposition. Les chiffres sont ceux issus des feuilles des laboratoires d'analyses et par conséquent réels.

Synthèse des contrôles

- eaux souterraines - eaux de drainage

M. Pradeau poursuit et commente l'évolution des différents paramètres pour constater d'éventuels écarts. Il précise qu'il n'y a pas d'évolution notable en amont et en aval. Il ajoute que la demande d'analyses mensuelles faite par les associations, dépend de la pluviométrie. Il déclare que les pompes ont été mises à l'arrêt et ont été changées il y a deux ans.

- eaux superficielles - vidange des bassins

M. Pradeau précise que les bassins d'eaux pluviales sont vidangés après vérification de la conformité de la qualité des eaux vers la cadoule.

- eaux superficielles - suivi de la qualité biologique de la cadoule

M. Pradeau poursuit et conclut sur la qualité de l'eau pluviale et de son incidence de rejet sur la cadoule.

- étude faune - flore

M. Pradeau fait état des études menées en 2019, 2020 et 2021, depuis la fermeture du site. Il précise que les incidences sont en phase d'exploitation et ajoute que le site est fermé depuis fin novembre 2019, que depuis cette date, les suivis concernent la phase post-exploitation

- étude de bruit

M. Pradeau confirme l'absence de bruit, le site étant fermé.

- biogaz : quantité et qualité du biogaz

M. Pradeau précise qu'il y a eu un suivi complémentaire des émissions diffuses et conclut que les valeurs de la qualité de l'air n'ont pas changées.

Il termine en disant que toutes les analyses et le débit moyen sont en dessous des seuils réglementaires et en conformité.

- suivi des odeurs (jury de nez)

M. Pradeau précise que le jury de nez a été mis en place depuis le mois de février 2012 et maintenu jusqu'à ce jour. Toutefois, il signale un manque de sensibilisation et d'observations et souligne la nécessité de réactiver un comité de riverains, soit en re-sensibilisant les mêmes personnes ou en modifiant la composition du comité.

Monsieur le sous-préfet remercie M. Pradeau pour sa présentation et s'excuse pour son absence et désigne Mme BOUISSAC pour assurer la suite de la réunion.

M. Rousseau demande si tout le monde a reçu le compte rendu doté de graphiques qu'il a adressé aux membres. Il poursuit : concernant le recouvrement complet du site, il s'agit bien de la fin de l'aménagement ?

M. Pradeau répond par l'affirmative

- eaux souterraines : eaux de drainages

M. Rousseau s'interroge sur les analyses des lixiviats, qui n'ont pas été réalisées d'août à décembre.

M. Pradeau répond que la station d'épuration était arrêtée faute de lixiviats suffisantes dans les bassins durant ces mois. Les analyses ont été réalisées lors du redémarrage en décembre.

M. Rousseau s'étonne des taux d'aluminium et de manganèse sur les piézomètres 1 et 2.

M. Pradeau confirme ces taux élevés et affirme que lors de ce constat, une vérification est faite en amont et en aval d'une part, et d'autre part, une comparaison est faite avec d'autres paramètres de traceurs pour détecter une éventuelle pollution. Il reconnaît une concentration plus élevée à cet endroit et ajoute que l'objectif c'est le questionnement sur un risque lié au casier et, qu'il convient de procéder à une analyse globalisée et non point par point.

M. Rousseau demande un suivi plus régulier et des analyses plus complètes afin d'être en mesure de réagir rapidement en cas d'évolution et c'est le cas.

M. Pradeau confirme que les chiffres évoluent parfois et qu'il faut chercher la cause de l'évolution en prenant en compte l'ensemble des paramètres avant tout et certifie que celle-ci n'est pas directement liée aux casiers 1 et 2.

M. Rousseau demande : pouvez-vous expliquer les eaux de drainage ?

M. Pradeau explique que les eaux de drainage évitent la surpression du fond du casier, et ce sont les eaux latérales collectées qui ne sont pas en contact avec les déchets. Elles permettent de détecter une pollution et le cas échéant, de la collecter et détourner du milieu naturel. Il poursuit en disant que les pompes ont été mises en marche forcée (sauf durant le mois de mai) pour réaliser les prélèvements.

M. Rousseau demande d'où vient le chrome présent dans ces eaux de drainage ?

M. Pradeau dit que c'est dû au phénomène de concentration et d'évaporation des eaux (température de 28°-30°), les pompes étant mises en marche forcée pour réaliser les prélèvements ; il s'agit donc d'eaux stagnantes en fond de galerie sujettes à des

phénomènes de concentrations dans des conditions élevées de température.

M. Rousseau demande l'ensemble des analyses des eaux de drainage et d'en faire au moins une par mois

M. Pradeau poursuit en disant que l'AP impose de faire une analyse complète sur les eaux de drainage (même paramètres que les eaux souterraines) en cas de venues d'eaux, et trois ont été réalisées. Le taux de nitrates relevé sur le PZ1-3 (eaux souterraines), est vraisemblablement lié à la proximité de l'assainissement autonome des 2 installations du site.

Mme Le Gendre déclare que les nitrates concernent les 2 sites. Elle ajoute puisque l'ISDND n'est plus en activité, combien de personnes se trouvent sur le site pour qu'il y est un taux de nitrates si important, idem pour la carrière ? Qu'elle en est l'origine ?

M. Pradeau répond qu'il n'y a plus personne sur le site, (hormis le personnel ayant réalisé les travaux de couverture entre 2022 et fin mars 2023), que le taux de nitrates enregistré doit être lié à l'assainissement non collectif situé à proximité immédiate du PZ1-3 ; par ailleurs les autres traceurs de pollution n'apparaissent pas sur ce même piézomètre et également absents à l'amont et à l'aval du Pz1-3.

M. Maestri propose de mettre en place un traceur au niveau des eaux usées de l'assainissement de la carrière qui pourrait être retrouvé ou non dans le Pz 1-3 pour déterminer le taux de nitrates et l'impact ponctuel engendré.

Mme Le Gendre demande : le traceur qui sera mis en place fournira des résultats dans combien d'années ?

M. Loupiac intervient en disant que les résultats peuvent être rapides si la connexion directe entre l'assainissement collectif et le piézomètre est rapide , si ce n'est pas le cas, il y aura une absence de résultats. Il ajoute que si la pollution est avérée le nécessaire sera fait.

La proposition du traceur est actée.

M. Pradeau poursuit en faisant un point sur le fichier des métaux et propose de surveiller leur évolution.

M. Rousseau demande que soit faite une analyse complète une fois par mois.

Mme Bouissac dit qu'il y a une limite réglementaire aux nombres d'analyses à effectuer et propose de poursuivre.

Le maire de Teyran demande s'il existe des normes (maximum ou fourchettes) de l'Etat à ne pas dépasser et auquel cas, peuvent-elles apparaître dans les tableaux présentés ?

M. Reynaud (DREAL) déclare qu'une vérification de la pollution des eaux souterraines est faite, entre les piézomètres en amont et aval.

Mme Ricoux déclare que les normes d'eau potable ne concernent que les nappes suivies utilisées pour la production de l'eau potable. Dans le secteur de Castries, les références citées ne s'appliquent pas. L'intérêt des mesures amont aval, c'est

d'étudier la dérive c'est-à-dire, l'impact de l'installation sur la nappe des eaux souterraines quelque soit le niveau de contamination de la nappe souterraine initiale. Elle poursuit en disant qu'il faut comparer la dérive amont aval sur le casier 1. L'eau potable fait l'objet d'un contrôle sanitaire, or elle n'est pas présente sur ce site.

4) bilan de l'action de l'inspection des installations classées 2022

Mme Bouissac donne la parole à M. Reynaud(DREAL)

M. Reynaud déclare que fin novembre 2022, l'inspection a constaté la mise en place des 2/3 de la couverture finale.

IV. Carrière GSM

Présentation de M. Bruno MAESTRI : Société GSM (exploitant)
Hydrogéologue présent : M. Thomas LOUPIAC (Société Berga Sud)

1) Point sur l'activité de la carrière : exercices 2022

M. Maestri représentant de la carrière GSM, procède à la présentation des bilans d'exploitation et environnemental pour l'exercice 2022.

Les informations exposées par M. Maestri figurent dans les documents qui ont été transmis aux membres de la CSS avec la convocation. Ces bilans ont également été publiés sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault.

M. Maestri évoque l'activité de production et déclare qu'elle est loin de la moyenne annuelle prévue sur l'AP de 2000. En 2026, puisque l'exploitation de la totalité du gisement ne sera pas complètement terminée, comme indiqué dans l'arrêté de 2000, une demande de renouvellement pourrait être déposée pour l'achever.

2) bilan environnemental :

- retombées de poussières

Suivis réalisés par ATMO Occitanie : mise en place d'un suivi par jauge depuis 2018 (4 jauges installés). Il déclare que 2022 a été une année assez compliquée car le forage se trouve en limite de production avec les périodes de sécheresse et cela a demandé de la part de GSM une très grande vigilance dans la gestion des prélèvements d'eau.

Résultat : les valeurs des retombées poussières sont inférieures à la limite réglementaire de l'arrêté 1994, il n'y a pas eu de dépassement.

Il poursuit en disant qu'entre 2021 et 2022, il y a eu une augmentation anormale due à des débris végétaux dont l'origine est inconnue, dans la jauge n° 4.

- tirs de mines : mesures des AP du 15/12/2000 - 21/12/2007 -17/12/2013

Prescriptions sur la digue de l'ISDND.

Vibrations : il déclare qu'il y a 2 types de contrôles effectués à l'aide de sismographes :

a - par un organisme externe TITANOBEL, il n'y a pas eu de déclenchement au Domaine de Figaret et à une habitation familiale à Guzargues. Les valeurs mesurées au château d'eau de Montaud sont bien inférieures aux valeurs prescrites.

b - par des mesures réalisées en interne systématiquement notamment au niveau du château d'eau, les dépassements observés début 2022 sont liés au fait de la présence du stock de sable qui compliquait l'orientation des tirs près du château d'eau.

Depuis le mois d'août 2022, ce stock de sable n'est plus, il n'y a plus de dépassement.

Il poursuit en disant que depuis le début de l'année 2023 jusqu'au mois de juillet 2023, il y a eu 12 tirs, restant en dessous des valeurs maximales prescrites.

- la piézométrie

Suivi en continu sur les piézomètres (rapport de l'hydrogéologue conseil)

Il poursuit en disant avoir fait une demande pour déplacer le piézomètre 1-4 de 10 m vers l'extérieur dans le périmètre d'autorisation. Cette action va se réaliser très prochainement (15 jours).

- la qualité des eaux souterraines

Résultat des analyses : deux prélèvements par an. Il ajoute que le principal produit polluant utilisé sur le site, ce sont les hydrocarbures : carburant, graisses pour les moteurs des engins.

Il déclare que le dosage dans les eaux est inférieur au seuil de détection (0,3mg/l) et concerne le Pz1-4.

Il ajoute que la comparaison faite entre les deux sources, Fontgrand et Ferrières, ne dévoile pas de différence notable de résultats. Il déclare n'être pas sûr que l'eau soit potable mais précise que les exigences fixées par les AP de 2007 et 2017 sont respectées.

Mme Ricoux précise que l'indication « pour les paramètres recherchés » dans les documents, signifie que l'eau n'est pas potable.

- qualité des eaux de rejets dans le milieu naturel

Il souligne qu'ils procèdent à quatre prélèvements par an (valeur des hydrocarbures totaux et des matières en suspension). En août 2022, les valeurs étaient réglementaires (70mg/l).

- re-végétalisation de la carrière

Réalisation avec plusieurs plantes grimpantes et renouvellement avec des plantes retombantes. Détail des calendriers d'intervention. Il constate un bon développement avec certains arbres et une efficacité de l'aménagement autour des plans.

3) Echange concernant le bilan d'exploitation et le bilan environnemental de la carrière pour les exercices 2022

Le maire de Guzargues demande s'ils ont réussi à maintenir les plantes retombantes

M. Maestri déclare ne pas avoir fait de suivi et que 2022 était une année compliquée. Il souligne la nécessité de vérifier la création du microclimat surtout lors de périodes de fortes sécheresses en été.

Mme Le Gendre demande comment ils vont procéder à l'exploitation de la carrière étant donné la gêne occasionnée pour le Pz1-4 qui est en bordure extérieure.

M. Maestri déclare que le Pz1-4 va être déplacé car aujourd'hui il est à l'intérieur de la piste précisant qu'il va y avoir un front de taille.

M. Rousseau demande pourquoi ils peuvent déplacer le Pz1-4 et non le Pz1-5 ?

M. Maestri répond que le Pz1-4 est situé dans l'emprise de la carrière alors que le déplacement du Pz1-5 pour qu'il soit plus en amont, oblige à changer de commune et à obtenir l'accord du maire de Montaud et celui d'un propriétaire, ce qui entraîne un coût plus important.

M. Rousseau déclare que le déplacement du Pz1-5 aurait permis aux associations de

mieux comprendre l'évolution des polluants.

M. Salom (Mosson Coulée Verte) qui assiste pour la première fois à la CSS, déplore le manque de pointeur et remercie M. Maestri pour son intervention. Il ajoute qu'il rejoint l'ACIDC sur le manque de clarté des graphiques annuels concernant l'évolution des polluants.

3) bilan de l'action de l'inspection des installations classées 2022

Mme BOUISSAC donne la parole à M. Touren(DREAL)

Les informations sur les visites exposées (rapports d'inspection) sont consultables sur le site internet geo-risques.gouv.fr

M. Touren constate le déplacement du stock de sable à une côte inférieure et la satisfaction aux normes prescrites. Concernant les tirs, ils ont été inexistantes à proximité des casiers et les charges maximales ont été respectées en 2022. Respect des valeurs maximales de vibrations vis-à-vis des casiers de déchets. Il poursuit en disant que la société GSM doit réaliser des mesures de vibrations ou des analyses techniques de non impact sur les canalisations du réseau d'eau .

Il a fait le constat de présence d'hydrocarbure dans les bacs de rétention, partiellement remplis par des égouttures et donc une efficacité moindre.

Il signale le point d'écart et le fait que GSM doit prendre des mesures pour procéder à leur vidange.

V. Questions diverses

Mme Le Gendre déclare ne pas avoir voté le règlement intérieur faute d'avoir inscrit à l'ordre du jour un point évoqué par les associations. Elle s'interroge : la GSM a demandé le déclassement d'un cours d'eau temporaire dans le vallon qui sert d'écoulement naturel des eaux de surfaces. Faut-il un arrêté préfectoral ?

Mme BOUISSAC répond n'avoir pas de réponse sur ce point car ce sujet ne relève pas de la compétence de l'unité départementale de l'Hérault de la DREAL.

M. Maestri déclare que GSM a fait une demande de déclassement de ce cours d'eau. Il ajoute que la procédure a été menée en lien avec la DDTM, dans le cadre de l'instruction. Il poursuit en disant qu'en fine, vu les caractéristiques de cet écoulement temporaire identifiées par la DDTM, il n'a pas donné lieu à un déclassement puisqu'il ne s'agit pas d'un cours d'eau.

Mme Le Gendre demande s'il y a eu un arrêté préfectoral de déclassement de ce cours d'eau.

Mme Pephily précise que la demande a été faite à la DDTM qui souligne qu'une expertise a été faite par l'OFB le 06/07/2021, qui a conclu à un talweg et non à un cours d'eau.

Mme Le Gendre affirme que ce cours d'eau est présent sur les cartes IGN et au cadastre. Elle s'interroge : Est-ce officiel ?

Mme BOUISSAC répond que la DDTM sera contacté pour la réponse à cette question et qu'elle en sera informée.

Mme Le Gendre demande comme lors de la dernière réunion, à avoir connaissance du

dossier de la DDTM qui a amené au déclassement de ce cours d'eau. Elle poursuit sur la communication de l'étude réalisée et sur les conséquences de ce déclassement sur le fonctionnement des eaux souterraines.

M. Rousseau demande que plus d'analyses soient réalisées notamment sur les eaux de drainage.

Mme Bouissac confirme que cette demande n'est pas exigée par la réglementation, et donc non obligatoire pour l'exploitant si cela est conforme à l'arrêté ministériel. Elle propose de revenir vers l'exploitant pour la réalisation éventuelle d'autres analyses en fonction de ses possibilités financières. Elle précise que ce point sera soulevé lors de la prochaine CSS.

M. Vasquez marque la vigilance de la Métropole et la qualité des suivis des données environnementales ainsi que l'intérêt porté. Il remercie les intervenants pour la qualité de leurs exposés ainsi que les associations pour leur veille citoyenne et technique. Il termine en précisant que la Métropole effectue un suivi sérieux et fait part d'une grande vigilance et de transparence pour ce site.

Mme Legendre demande la communication de la présentation de SMTVD, ainsi que les arrêtés ministériel de 1994 et préfectoral d'autorisation de 2000.

Mme Bouissac propose de planifier à l'avance les dates des futures CSS pour qu'elles aient lieu plus tôt dans l'année calendaire.

M. Rousseau revient sur la communication de l'évaluation du coût de toutes les analyses.

L'ordre du jour étant épuisé, **Mme Marie-Hélène BOUISSAC**, Cheffe de l'Unité Départementale de l'Hérault (DREAL), remercie les membres et clôt la séance à 12h50.

Le Président
de la Commission de suivi de site
M. le secrétaire général



Guillaume RAYMOND

